

Écoutez les podcasts du « Soir »

Retrouvez le podcast quotidien du *Soir* pour s'informer, décrypter et s'inspirer.



« À propos », c'est l'information comme vous l'entendez, avec des sujets racontés et analysés par les journalistes de la rédaction pour mieux comprendre l'actualité.



Découvrez « À propos » et tous les podcasts sur : *Le Soir* (podcasts.lesoir.be ou via l'application), « Podcast Addict », « Apple Podcasts », « Google Podcasts », Spotify et Amazon Music.

Au cœur de la répression transnationale chinoise

3/3

CHINE



En Belgique, la Chine n'essaie pas seulement d'influencer les politiciens d'extrême droite : l'ancien échevin et bourgmestre faisant fonction de Huy Eric Dosogne (PS) a, à deux reprises, été mis en garde par la Sûreté de l'Etat pour ses contacts trop étroits avec des officiels chinois.



ENQUÊTE

JOËL MATRICHE
ARTHUR SENTE
(AVEC DE TIJD, KNACK ET RTBF)

La pensée unit ceux que la distance sépare : loin de se laisser intimider par les 8.000 kilomètres qui font distance entre le mur de Huy et la Grande Muraille de Chine, les autorités de la cité mosane parviennent, depuis le Pacte d'amitié noué avec Taizhou en 2002, à entretenir des relations cordiales avec Pékin : tout récemment encore, le 13 mars, l'ambassadeur de Chine s'est fendu d'une visite en bord de Meuse afin « d'échanger sur les relations que Huy pourrait développer avec les autorités chinoises ».

Si cette diplomatie à l'échelon local n'a rien d'exceptionnel, l'ancien bourgmestre et échevin socialiste hutois, Eric Dosogne, l'a exercée avec tellement de zèle que la Sûreté de l'Etat en a été agacée, ont appris de cinq sources concordantes *Le Soir*, la RTBF, *Knack* et *De Tijd*. Cette diplomatie de l'ombre, à laquelle le service belge de renseigne-

« China Targets » est une enquête collaborative menée par le Consortium international des journalistes d'investigation (ICIJ) avec l'aide 42 partenaires médias dans 30 pays, dont « Le Soir » au niveau belge francophone. Elle révèle l'ampleur et les tactiques déployées dans le cadre d'une campagne menée par Pékin pour cibler les dissidents faisant partie de sa diaspora, aux quatre coins du monde.

Un élu PS rabroué par la Chine pour ses liens avec la Chine

ment a voulu mettre fin, démontre aussi que la Chine ne courtise pas que l'extrême droite – en décembre 2023, le *Financial Times*, *Der Spiegel* et *Le Monde* avaient révélé que l'ancien parlementaire du Vlaams Belang, Frank Creyelman, avait été utilisé comme informateur pendant plus de trois ans par des espions chinois.

Contacté, Eric Dosogne n'a pas répondu à nos demandes de précisions. En octobre dernier néanmoins, lors d'une première sollicitation, il avait brièvement assuré par message n'avoir « jamais eu de rapports compromettants avec la Chine ».

Insistantes mises en garde

C'est au plus tard en 2020 – cette année-là, il prend provisoirement la tête de l'hôtel de Ville de Huy, le bourgmestre Christophe Collignon devenant ministre régional pour quatre ans –, qu'Eric Dosogne, fort de sa connaissance de la politique locale, aurait entrepris de renseigner la Chine. Le bourgmestre faisant fonction et la puissance mondiale se seraient notamment accordés sur un opposant commun : l'écologiste Samuel Cogolati. Député fédéral depuis 2019 et défenseur de la cause ouïghour (lire ci-contre), celui-ci est aussi conseiller communal Ecolo à Huy.

C'est une conversation tenue entre Eric Dosogne et un de ses contacts chinois qui a alerté le service civil belge du renseignement : le Hutois aurait accepté de renseigner son correspondant sur les faits et gestes de Samuel Cogolati. Une entente que la Sûreté a prise suffisamment au sérieux pour rencontrer M. Dosogne afin de le sensibiliser aux risques d'ingérence. Mais l'intéressé n'aurait pas tenu compte de cet avertissement, poussant la Sûreté à le mettre en garde une seconde fois. Afin d'appuyer leur démarche de « sensibilisation », les agents du renseignement ont alors alerté le président du parti socialiste, Paul Magnette ainsi que Samuel Cogolati.

Le PS n'a pas précisé à nos rédactions le contenu de cette mise au point, ni même confirmé son existence. M. Cogolati et la Sûreté n'ont pas davantage souhaité s'exprimer sur le sujet. Le dossier du renseignement n'a pas été transmis à la Justice, aucun fait pénalement répréhensible n'ayant été démontré. M. Dosogne était d'ailleurs candidat socialiste aux élections communales d'octobre dernier – un décret wallon visant à garantir une présence équilibrée d'hommes et de femmes l'a empêché de conserver son siège au Collège. Plus largement, ce n'est qu'en 2024 que le Code pénal belge a intégré la possibilité de mener des poursuites pour des faits d'ingérence.



Amicaux, les liens que nourrissent les autorités chinoises avec la Ville de Huy ne sont pas désintéressés pour autant, la seconde accueillant depuis 1983 l'institut Yeuntun Ling, un des plus grands centres bouddhistes tibétains d'Europe. Le Dalai-lama s'est d'ailleurs rendu à Huy à cinq reprises et y a été élevé au rang de citoyen d'honneur lors de sa dernière visite en mai 2012. Au grand agacement de Pékin, qui voit d'un mauvais œil les revendications des Tibétains pour plus d'autonomie.

Joseph Georges, alors député fédéral cdH et Premier échevin à Huy, s'en souvient : « Au lendemain de la conférence de presse de 2012 annonçant la venue du Dalai-lama, la Ville a été contactée par l'ambassade de Chine, qui souhaitait nous rencontrer », raconte-t-il. Une délégation est effectivement venue à Huy, elle nous a expliqué que la Chine était un grand pays qui entretenait de bonnes relations avec la Belgique. Et progressivement, nous en sommes venus à l'objet de leur visite : ils souhaitaient que nous annulions la visite du Dalai-lama. Nous leur avons bien sûr répondu que ce n'était pas possible. »

En avril 2017, toute rancune – pour autant qu'il y en ait jamais eu – est dissipée : l'ambassadeur de Chine se rend à Huy afin d'assister à la semaine culturelle chinoise. Un des attachés de l'ambassade relève alors, comme le notait *Sudinfo*, les relations durables qu'entretient Eric Dosogne avec la mission chinoise : « Il se rend de temps à autre à l'ambassade de Chine et s'intéresse à notre pays. » L'échevin lui-même se ré-

jouit auprès des journalistes présents de s'être « déjà rendu à Pékin, Shanghai ou encore Nanning ».

Deux mois plus tard, c'est la salle des mariages de l'hôtel de Ville de Huy qui accueille, comme le rapportait *La Libre Belgique*, une délégation chinoise chargée de donner sa vision de « l'histoire et la réalité du Tibet ». Une intervention, s'était targué l'échevin Eric Dosogne, rendue possible « grâce aux liens de très grande amitié avec l'ambassade de Chine que nous avons retissés par mon intermédiaire et tout le collège ».

Enfin, la même année, le même échevin prend à son tour l'avion, direction Nankin, une ville de huit millions d'habitants à 300 kilomètres de Shanghai. Et ce afin d'y participer à un forum sur « Les droits de l'homme et la muséologie ». « La Chine a fait des progrès en matière des droits de l'homme », explique le mandataire hutois à nos confrères de *La Meuse*. Précisant : « Le voyage en avion a été pris en charge par l'ambassade de Chine en Belgique et le séjour à l'hôtel est payé par le forum. » Une proximité que n'a pas souhaité commenter Eric Dosogne. Quant à Samuel Cogolati, coprésident d'Ecolo depuis juillet dernier, il n'a pas souhaité réagir aux soupçons qu'a entretenus la Sûreté de l'Etat à l'égard de celui qui partage avec lui les bancs du conseil communal.

Dans le cadre de l'enquête « China Targets » menée en collaboration avec le Consortium international des journalistes d'investigation (ICIJ), l'ambassade de Chine a été questionnée sur ses « relations étroites » avec Eric Dosogne. « La Convention de Vienne assigne (notamment) aux ambassades la fonction de développer leurs relations économiques, culturelles et scientifiques, aussi de promouvoir les relations amicales entre l'Etat d'origine et l'Etat d'accueil », répond la représentation diplomatique. « L'ambassade de Chine en Belgique s'engage à construire des ponts, à ouvrir des fenêtres et à ouvrir la voie aux échanges entre les peuples chinois et belge, et est prête à s'engager avec des personnes de tous les secteurs de la Belgique qui s'intéressent à la Chine et à son développement. »

KROLL

